L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.—NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 27 FEVRIER 1852.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE.
N° 83, RUE DE CHARTRES

Journal Officiel de l'Etat, du Conseil Général et du Conseil de la Première Municipalité.

NOUVELLE-ORLEANS
VENDREDI MATIN 27 FEVRIER

AVIS.

Nous prions les personnes qui espèrent des lettres par le courrier de ce matin de vouloir bien attendre jusqu'à demain. Les paquebots à vapeur, exigeant une grande régularité dans leurs départs, ne peuvent pas attendre chaque jour tous les retardataires. Nous sommes persuadés que nos abonnés apprécieront cette explication, et ne nous en voudront pas de ne pas mettre le journal trop tard à leur disposition.

NOTRE CORRESPONDANT

M. Edmond Texier pour raisons politiques n'a point pu continuer ses lettres pour notre journal. Nous regrettons cette privation, car notre correspondant est littérateur. Il était apprécié pour la partie politique, un certain d'un esprit mordant et aussi mais qui devait en cet instant même. Les lecteurs de PABEILLE apprécieront un peu de variété dans le style et la manière.

DEPECHE TELEGRAPHIQUE

TRANSMISE A L'ABEILLE.

Baltimore, 25 janvier.

Le vote a définitivement accordé la ligne de chemin de fer, et a réduit le subside de diverses offres à 1 million, remboursable à cette dernière condition pour approuver le compromis mais avec cette réserve qu'on, que les dites résolutions ne devront être mises en exécution que lorsque la proposition de la soumission de MM. Thomas Swann et Cie aura été acceptée par le peuple.

Le chemin passera par Cumberland et Wheeling.

Le vote a été pris à 4 heures du matin.

Washington, 25 janvier.

Le président a nommé Mr. Bibb, de Kentucky, secrétaire du trésor, en remplacement de Mr. Corwin, qui va être nommé ministre à Paris, il aura ses lettres de créance.

Le gouvernement leur a apparu vouloir rendre visite de clémence, après l'un public politique de républicain qu'elle a exercé depuis le 24 décembre. M. de Persigny, ministre de l'intérieur, a adressé aux préfets une circulaire dans laquelle il leur ordonne de rendre aussi bientôt que possible la liberté et leurs familles à tous les individus enfermés dans les prisons d'Etat, les autorités militaires et les agents de police recevront des ordres semblables.

La Bourse a été ordonné d'apprendre par le rapport de M. Fould ministre des finances, que le déficit réel que de 20 000,000 de francs.

Malgré la défaveur marquée qui a accueilli la loi relative aux biens de la famille d'Orléans, Louis Napoléon ne se montre nullement disposé à la modifier ou lui attribuer seulement l'intention d'accorder une indemnité à la famille déposséder.

A propos des mesures rigoureuses prises par le Président au sujet de l'ancienne famille régnante, on dit que le *Constitutionnel* publiera bientôt un article de M. Louis Napoléon sur la cause de Louis Napoléon, dans lequel il se plaint du malheur de déplacer au prince précédent en annulant une sorte de désappropriation antérieure. Voici les lignes que le dit-on va bientôt publier dans son journal

On espérait qu'un décret nouveau mettre de côté [illegible] question du domaine de la famille d'Orléans.

Nous n'avons point voulu combattre, même par le silence, le décret qui prononce le retour à l'Etat d'une partie des biens de la famille d'Orléans notre devoir envers la nation de Louis Napoléon que nous avons, depuis le 10 décembre, cherché comme la cause de la société avec laquelle elle est identifiée, le plus possible. Ce devoir accompli, nous avons hésité quelque temps encore à soumettre à un nouveau jugement la